

DÉMOGRAPHIE ET CULTURES

*Colloque international de Québec
(Canada, 25-29 août 2008)*



**ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE
A I D E L F – 133, boulevard Davout – 75980 Paris Cedex 20 (France) – <http://www.aidelf.org>**

Structure familiale et entraide dans une commune rurale malgache

Frédéric SANDRON*

* Chargé de recherche à l'IRD (Institut de recherche pour le développement)

UMR Ceped (Université Paris-Descartes Ined, IRD,)

Habilité à diriger les recherches à l'Université Paris Descartes

Introduction

En milieu rural dans les Hautes Terres malgaches, le *fihavanana* constitue un trait culturel extrêmement important. Étymologiquement issu du concept de « parenté », le *fihavanana* est un ensemble de règles, normes, conventions et coutumes qui règlent les relations sociales entre membres de la famille et entre membres de la communauté villageoise. Il donne un cadre et une assise aux mécanismes d'entraide et d'échanges, qui ont longtemps été au cœur du fonctionnement de la société.

Souvent idéalisé dans l'imaginaire collectif et dans une certaine littérature folkloriste, ce mode d'organisation socioéconomique n'en comporte pas moins des limites inhérentes à son principe même. En effet, tout réseau relationnel génère pour son entretien et son maintien des coûts de transaction et nécessite un investissement en temps de la part de chacun de ses membres. C'est ainsi qu'il s'auto-entretient, la cause et l'effet finissant par se confondre au fil des années. Cependant, cette dynamique peut être brisée, souvent lors de la survenue de facteurs exogènes dont l'impact va être de modifier sensiblement les coûts d'entretien du réseau et des relations sociales.

À Ampitafika, commune rurale des Hautes Terres malgaches, on observe une telle situation¹. Au fil des décennies, la logique communautaire s'efface peu à peu au profit d'un resserrement de la production autour du noyau familial. Si l'intensité du lien social semble être en relation inverse avec le niveau de pauvreté des ménages, en revanche, nous n'avons pas exploré les rapports entre les pratiques d'entraide traditionnelles et la structure démographique des ménages. C'est donc ce qui est proposé dans la présente communication. Plus précisément, il s'agit de voir si l'entraide entre ménages est un substitut au manque de main-d'œuvre domestique ou si d'autres valeurs gouvernent l'entretien des relations sociales ou économiques.

1. Nature et intensité de l'entraide

Après avoir présenté brièvement la zone d'étude et ses caractéristiques, nous donnerons quelques indications sur le *fihavanana*, système de valeurs morales et véritable guide des comportements des membres de la communauté villageoise. Ceci nous permettra de mieux saisir la nature et la portée de l'entraide à Ampitafika.

¹ Cette communication s'inscrit dans le cadre du programme de recherche 4D « Dynamique démographique et développement durable dans les Hautes terres malgaches », auquel ont participé l'Institut de Recherche pour le Développement (UMR 151 LPED Université de Provence/IRD, IRD Madagascar), le laboratoire Forum (Paris-X), le laboratoire Popinter (Paris-V), l'Institut Catholique de Madagascar, l'Institut National de la Statistique de Madagascar, l'École Supérieure des Sciences Agronomiques d'Antananarivo, le Ministère de la Population de Madagascar, PACT Madagascar. Le programme 4D (2003-2006) a été financé par le Ministère français de la Recherche (ACI TTT P 01 02) et le Ministère français des Affaires Étrangères (Priode/CICRED MG2). L'objet du programme est de comprendre les relations population-environnement-développement au niveau local.

1.1. Une logique d'autoconsommation

La commune rurale d'Ampitatafika se situe dans les Hautes Terres malgaches au bord de la route nationale 7, axe routier majeur qui relie la capitale Antananarivo à plusieurs autres grandes villes comme Antsirabe, Fianarantsoa ou Tuléar. Distante de la capitale d'une centaine de kilomètres, au sud de celle-ci, Ampitatafika a été choisie car les dynamiques socioéconomiques à l'œuvre préfigurent sans doute celles à venir dans l'ensemble du monde rural malgache.

L'économie y est essentiellement tournée vers une agriculture, avant tout rizicole, dont la principale vocation est l'autoconsommation. Cependant, les activités économiques se diversifient de plus en plus sous l'effet de l'insuffisance de la production agricole que l'on peut attribuer en partie à l'exiguïté des parcelles. Les habitants de la commune ont accès à deux marchés urbains, situés chacun à une dizaine de kilomètres, dans lesquels ils effectuent ventes et achats monétarisés. Ces transformations doivent être replacées dans le contexte du monde rural malgache dans son ensemble, encore largement enclavé et peu tourné vers les mécanismes de marché.

Malgré cette relative ouverture due à la proximité de la route et de la capitale, on peut parler à Ampitatafika d'une économie de subsistance. Chiffre légèrement supérieur à celui de l'ensemble du monde rural malgache, ce sont 80% des ménages qui sont sous le seuil de pauvreté dans notre zone d'étude². Ce seuil a été calculé selon les besoins nutritionnels élémentaires à Madagascar (Razafindravona 2003).

1.2. Fihavanana et entraide

Au cours d'un travail pionnier, dans la même région que celle de notre zone d'étude, Condominas (1961) a décrit de manière très fine l'entraide villageoise fondée sur des coutumes d'assistance mutuelle, de travail communautaire et de forte cohésion. Loin de s'arrêter aux aspects qui évoquent souvent dans la littérature une mythique entente cordiale, il met en avant le caractère utilitariste de cette solidarité : « Quiconque a vécu, ne serait-ce qu'une courte période de temps dans une communauté malgache aura été frappé de la réalité de ce qui à première vue, pourrait apparaître comme un simple stéréotype. La réalité, bien entendu, ne correspond pas au cliché qu'on s'en est fait ; cette entraide est loin d'être purement sentimentale, elle obéit en fait à un ensemble de règles de vie où l'aide apportée appelle toujours sa contrepartie » (p.149).

L'origine de cette entraide est sans doute liée à une forme d'organisation collective du travail spécifique à la riziculture irriguée telle qu'elle est pratiquée dans les Hautes Terres. Selon Condominas, « l'entraide devient une question primordiale en matière agricole. Le travail de la riziculture irriguée demande une importante main-d'œuvre ; celle-ci doit être particulièrement nombreuse dans des épisodes qui demandent un travail à la fois dur et mené rapidement. [...] L'entraide dans le travail agricole porte le nom de *valin-tanana*. On « rend la main » (c'est le sens textuel de cette expression) de manière absolument exacte en nombre égal de personnes et de journées de travail. [...] Cette forme d'entraide constitue la base de l'organisation du travail dans toute la campagne imérienne : il n'est pas un cultivateur riche ou pauvre qui n'exploite de cette manière ses champs (pp.150-151).

Cette forme d'échange de main-d'œuvre est une facette capitale du *fihavanana* mais elle n'est pas la seule. Dans de nombreux autres domaines de la vie quotidienne, l'aide réciproque

² La zone d'étude du programme 4D comprend plus précisément neuf villages (*fokontany*) peuplés de 1621 ménages, soit 7820 individus, au moment de l'Enquête Référence en octobre 2003. Tous les chefs de ménage ont été interrogés, ainsi que leur conjoint et l'ensemble des femmes de 15 à 49 ans. Le questionnaire comprenait des modules sur la démographie, l'économie et les conditions de vie, l'exploitation agricole, les réseaux sociaux, la gestion et perception des ressources naturelles. Les résultats que nous présentons ici sont issus de cette enquête.

constitue le mode privilégié d'action. Parmi ceux-ci, on peut citer les participations croisées aux différents événements et cérémonies de la vie³. Chaque participant ou ménage doit lors d'une invitation fournir à l'hôte un cadeau sous forme d'une somme d'argent. Lorsque les rôles sont inversés, une somme équivalente ou légèrement supérieure est versée, ou rendue, et ainsi de suite. De la même manière, lorsqu'un habitant a besoin de construire ou réparer sa maison ou bien le tombeau de ses ancêtres, il fait appel aux membres de son réseau d'entraide, qu'il ira lui-même aider lors d'une autre occasion. Enfin, signalons que les travaux d'infrastructures, les travaux d'intérêt collectifs étaient traditionnellement effectués par la communauté villageoise sous la direction du chef de village.

1.3. Évolution du *fihavanana*

Comme l'ont aussi relevé nombre d'observateurs de la société rurale malgache, une transformation remarquable survenue au cours des dernières décennies est la diminution progressive de la taille du groupe au sein duquel prennent corps les mécanismes de solidarité et les prises de décision en matière d'organisation économique et sociale (Sandron 2007b). L'entraide agricole est en premier lieu touchée, se resserrant sur le noyau familial et remplacée peu à peu par le salariat agricole. À Ampitatafika, ce dernier concerne désormais 43% de la population des 20-59 ans, avec une moyenne de 62 jours travaillés dans l'année (Enquête Référence 4D).

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, ce n'est pas l'amélioration des techniques de production ni une nouvelle division du travail qui ont abouti à faire diminuer l'entraide agricole. Les techniques sont restées au contraire très rudimentaires et la mécanisation est quasi inexistante. Selon notre analyse, cette transformation serait consécutive à la paupérisation de la population et à l'apparition d'inégalités mesurables en termes monétaires. Détaillons ces deux points.

Dans un système de réciprocité alternative (Platteau 1997) au sein duquel une comptabilité stricte gouverne un échange à peu près égalitaire⁴, les échanges en nature ne peuvent se concevoir que si l'objet échangé a la même valeur pour chacun. Or, avec l'immersion croissante dans une économie monétarisée, un paysan plus ouvert que les autres sur la vente de ses produits, un petit commerçant, un artisan ou un fonctionnaire local s'aperçoivent que leur temps converti en monnaie vaut bien plus que celui du petit paysan tourné vers l'autoproduction. Pour eux, il devient alors plus intéressant de salarier ce dernier que d'échanger une journée de leur temps contre une journée du sien (Sandron 2008).

Le deuxième point est relatif à la dégradation de la situation économique des paysans. Dans notre zone d'étude, les densités sont parmi les plus élevées du pays et les terres aptes à recevoir des cultures de riziculture irriguées sont saturées. La croissance démographique étant élevée⁵, la pratique d'un héritage relativement égalitaire a abouti à un morcellement et une exigüité des parcelles (0,44 ha en moyenne/ménage) qui ne suffisent plus à assurer l'alimentation des membres du ménage. En effet, dans la mesure où les superficies se sont amoindries au fil des générations et que la productivité n'a pas ou peu augmenté, la production disponible par ménage a donc diminué.

Dans ce contexte de paupérisation, il importe de se pencher sur la question du coût d'entretien des réseaux sociaux. Granovetter (1973) a montré que plus les liens entre individus étaient forts, plus ils y consacraient de temps. La catégorisation des liens au sein de la

³ Mariage, circoncision, enterrement, *famadihana* (cérémonie du retournement des morts).

⁴ L'alphabétisation a permis l'apparition de registres des dons dans lesquels chaque ménage tient la comptabilité précise des sommes reçues et données lors des différentes cérémonies.

⁵ Nous n'avons pas pu obtenir de données fiables sur les effectifs passés de la population pour avoir des taux de croissance précis. Mentionnons néanmoins un ISF de 6 enfants par femme au début des années 2000.

communauté villageoise traditionnelle indique qu'ils sont typiquement de cet ordre. Or, à Ampitatafika, eu égard à la réduction des surfaces cultivables, les individus doivent diversifier leurs activités productives et ont donc de moins en moins de temps à consacrer à leurs propres tâches agricoles. En outre, les dons et contre-dons monétarisés à l'occasion des cérémonies deviennent pour certains impossibles à assumer en raison d'une absence de trésorerie suffisante.

Le *fihavanana* comme régulateur des échanges socioéconomiques semble alors devenir dysfonctionnel dans le nouveau contexte décrit. Seulement, et c'est un véritable paradoxe, d'un côté, la grande pauvreté empêche l'entretien du *fihavanana*, de l'autre, elle en rend plus que jamais son existence vitale dans la mesure où les mécanismes d'entraide communautaire demeurent les seuls filets de sécurité en l'absence de prise en charge institutionnelle des risques de la vie. C'est de cette manière que nous avons pu expliquer l'extrême prudence face à l'innovation : les paysans préfèrent ne pas innover et garder intacte cette forme « d'assurance extrême » que constitue le réseau social en cas de problème futur, plutôt que de mobiliser ce réseau en cas d'échec mais de subir une sorte de mise au ban en ayant fragilisé la communauté par imprudence. De fait, le mécanisme prudentiel *ex-ante* est préféré au mécanisme assurantiel *ex-post*, surtout si ce dernier est assorti de sanctions morales (Gannon et Sandron 2006). Dans une logique similaire, Rakotovazaha (2007) voit dans « la peur de ne pas pouvoir tenir ses engagements » un motif de blocage quant à l'adhésion des paysans à des structures associatives de production.

La question qui se pose aux ménages est alors de savoir quelle attitude adopter face aux valeurs morales véhiculées par le *fihavanana*. Bien sûr, la réponse n'est pas dichotomique et il apparaît *in fine* que face à cette double injonction, une position intermédiaire est adoptée qui consiste à s'autonomiser des règles édictées par le *fihavanana* en matière de production économique tout en continuant à les entretenir dans le domaine du social. L'enchevêtrement (*embeddedness*) de l'économique et du social serait ainsi de moins en moins prégnant.

De nouvelles règles donnant l'apparence de la continuité sont alors négociées par les acteurs au sein de la communauté. L'entraide agricole perdure ainsi chez les ménages les plus pauvres mais sans les contraintes de préparation d'un repas qui lui étaient naguère associées et aussi sur des périodes de temps plus resserrées (Briet 2007). La participation aux cérémonies ne mobilise plus tout le village mais parfois seulement un représentant de la famille. L'entraide pour les travaux collectifs (construction d'une école) ou individuels (construction d'une maison) peut être sollicitée mais de plus en plus fréquemment, il est fait appel à des artisans professionnels.

Le dernier point à soulever ici consiste à savoir comment les ménages les plus pauvres se positionnent face au paradoxe évoqué. À Ampitatafika, les résultats semblent pencher plutôt vers une distanciation des réseaux sociaux de la part des plus pauvres [Sandron 2007a]. Cela signifierait que l'aspect « coût d'entretien des réseaux » l'emporte sur celui du réseau comme « ultime assurance ». Un résultat similaire mettant en correspondance les revenus des individus et leur insertion dans des réseaux sociaux a été mis en évidence à Antananarivo (Parizot et Waschsberger 2005).

2. Famille, communauté et entraide

Après avoir rappelé le rôle et les transformations structurelles de la famille face aux situations de crise économique, nous verrons dans la commune d'Ampitatafika si la famille et la communauté villageoise jouent des rôles substituables ou complémentaires en matière d'entraide.

2.1. Famille et crise dans les pays du Sud

En démographie comme en microéconomie, le primat donné à la famille ou au ménage comme unité d'analyse des comportements producteurs et reproducteurs dans les pays du Sud

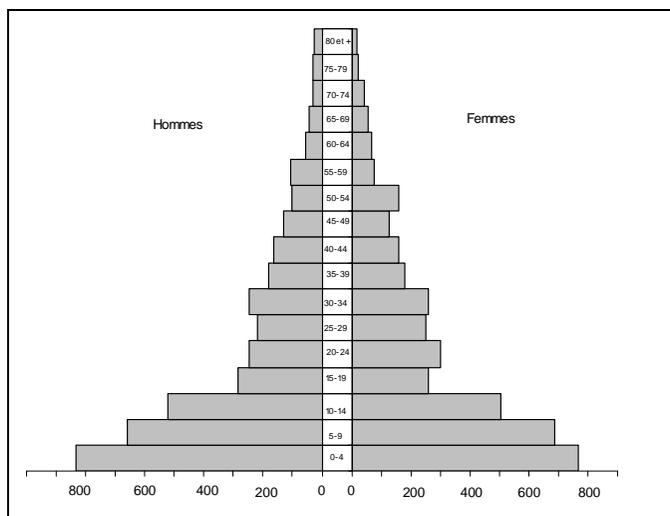
est solidement acquis. En économie du développement, l'importance croissante accordée aux phénomènes de coordination non marchande renvoie d'un point de vue méthodologique à accorder un soin tout particulier dans la détermination des acteurs et des organisations en présence ainsi que dans leurs modes d'interaction (Gastellu et Dubois 1997).

Dans le contexte des plans d'ajustement structurel et des difficultés économiques des décennies 1980 et 1990 subies par de nombreux pays du Sud, mais particulièrement sur le continent africain, une attention particulière a été portée aux retombées des crises sur les variables démographiques (Coussy et Vallin 1996 ; Gendreau 1998). En tant qu'unité de production, la famille a vu ses prérogatives se transformer. Des mutations importantes survenues en son sein ont eu pour moteur l'adaptation aux situations de crise. Au Cameroun par exemple, Ngueyap (2006) évoque à cet effet les « décompositions ou recompositions sociales » liées à la crise et montre le rôle accru des femmes dans la production domestique, avec tous les bouleversements sociaux et de genre occasionnés. En Côte-d'Ivoire, Vimard (1997) analyse la structuration familiale à l'aune de la situation économique des ménages. Il s'avère que, plus que le secteur d'activité lui-même, c'est la situation économique du ménage qui importe. Ainsi, la précarité, l'incertitude ou la faiblesse des revenus sont les variables déterminantes pour expliquer la structure des ménages.

2.2. Structure démographique des ménages à Ampitafika

Dans les Hautes terres malgaches, le ménage⁶ est nucléaire, les jeunes couples quittent le domicile parental lorsqu'ils se marient, l'accueil dans le ménage se cantonne souvent à la prise en charge d'un parent âgé. Dans notre zone d'étude, la population est jeune (figure 1) puisque l'âge moyen est de 21,2 ans.

FIGURE 1 : PYRAMIDE DES ÂGES, 2003



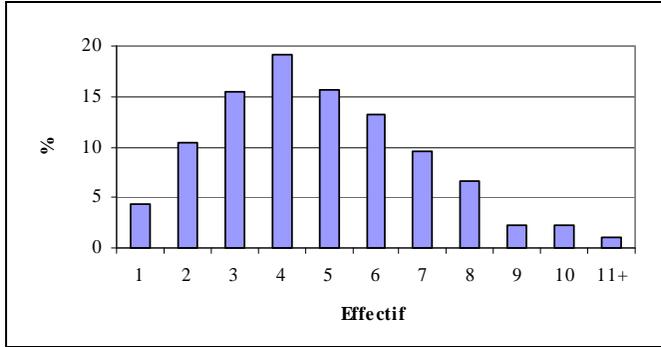
Source : Gastineau B., in Programme 4D, Enquête Référence, Premiers résultats, ICM-IRD, 2004.

Un ménage est composé en moyenne de 4,82 personnes, un ménage sur deux comprenant cinq personnes ou plus (figure 2). Les chefs de ménage sont masculins pour 78% d'entre eux et 22% sont

⁶ Dans notre enquête, ne sont pas considérés dans le ménage les membres partis depuis plus de six mois.

féminins. L'âge moyen des chefs de ménage féminins (46,6 ans) est plus élevé que celui de leurs homologues masculins (42,2 ans), ceci s'expliquant par le fait que la majorité des femmes n'accèdent au statut de chef de ménage qu'après un veuvage, donc à un âge relativement avancé.

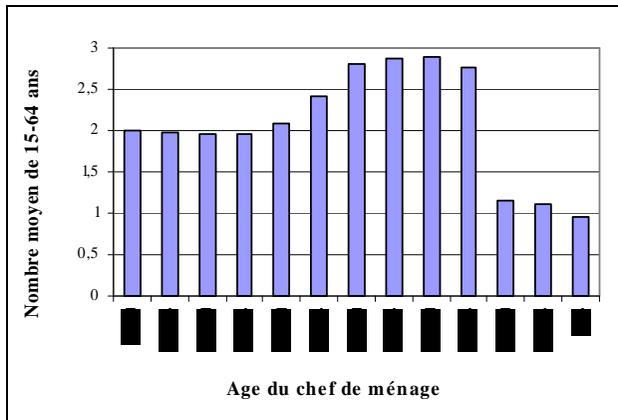
FIGURE 2 : RÉPARTITION DES EFFECTIF DES MÉNAGES, 2003



Source : Enquête Référence 4D

La figure 3 indique la distribution des effectifs moyens de personnes de 15 à 64 ans en fonction de l'âge du chef de ménage. Ces deux âges limites sont, d'une part, celui à partir duquel les enfants commencent à avoir leur activité principale dans le domaine agricole, d'autre part, celui où il devient plus difficile de travailler sur les champs. L'historgramme montre bien le cycle de vie du ménage avec la constitution de la famille, le départ des enfants et le décrochement à partir de 65 ans, puisque le chef de ménage lui-même n'est plus compté parmi les actifs. Mentionnons que si les jeunes quittent rapidement le domicile parental après le mariage, en revanche, il y a très souvent un actif de 15 à 64 ans qui demeure pour s'occuper des personnes âgées. Au total, on compte en moyenne 2,20 membres de 15 à 64 ans par ménage. Puisque les femmes accèdent au statut de chef de ménage principalement au moment du veuvage, il n'est pas étonnant de noter la différence entre le nombre moyen de personnes d'âge actif par ménage selon le sexe du chef de ménage, respectivement de 1,71 pour les femmes et 2,34 pour les hommes.

FIGURE 3 : NOMBRE MOYEN DE 15-64 ANS DANS LES MÉNAGES SELON L'ÂGE DU CHEF DE MÉNAGE, 2003



Source : Enquête Référence 4D

Lorsqu'on interroge les chefs de ménage sur leurs problèmes liés à la production agricole, la moitié d'entre eux déclarent que « le manque de main-d'œuvre est une contrainte à l'activité agricole ». Si l'on détaille ce résultat, ce problème apparaît d'autant plus fréquemment que le nombre d'actifs au sein même du ménage est faible (tableau 1). Ceci indique que pour les chefs de ménage, le travail agricole se fait désormais de manière privilégiée dans une logique recentrée sur le ménage.

TABLEAU 1 : PROPORTION DE CHEFS DE MÉNAGE DÉCLARANT QUE « LE MANQUE DE MAIN-D'ŒUVRE EST UNE CONTRAINTE À L'ACTIVITÉ AGRICOLE », 2003*

Membres du ménage de 15 à 64 ans	D'accord avec la proposition « <i>Le manque de main-d'œuvre est une contrainte à l'activité agricole</i> »	Nombre de réponses
0	0,63	48
1	0,57	222
2	0,49	924
3 et +	0,46	384
<i>Total</i>	<i>0,50</i>	<i>1578</i>

* Ne sont comptabilisées ici que les réponses des ménages exploitant des terres

Source : Enquête Référence 4D

2.3. Structure démographique et entraide

Nous avons vu ci-dessus que l'entraide, dans le domaine agricole ou autre, pouvait avoir lieu au sein du ménage ou bien de manière plus large au sein de la communauté villageoise. L'hypothèse que nous allons tester maintenant est de voir s'il existe des différences dans le domaine de l'entraide en fonction de la structure démographique du ménage, et plus précisément en fonction du nombre de personnes de 15 à 64 ans résidant dans le ménage. L'idée sous-jacente est évidemment que ces deux organisations que sont le ménage et le réseau communautaire peuvent occuper les mêmes fonctions, à savoir concourir à la production économique et jouer un rôle assurantiel en cas de difficultés.

À partir de l'Enquête Référence 4D, dont plusieurs questions étaient justement destinées à cerner le réseau des chefs de ménage, nous avons une idée de l'intensité, de la nature et du périmètre de leur cercle relationnel. Cette enquête quantitative a été complétée par une série de quarante entretiens menés en 2004 sur le thème précis des réseaux sociaux et de l'échange. C'est l'analyse de ces entretiens qui nous a permis de déceler la translation de l'entraide traditionnelle de la sphère économique vers la sphère sociale (Gannon et Sandron 2005). Nous ne reviendrons pas ici sur ces résultats mais mentionnons néanmoins qu'ils sont en phase avec ceux que nous présentons ci-dessous.

Plus que sur la valeur des variables en elles-mêmes, c'est sur la comparaison des résultats en fonction du nombre de personnes d'âge actif dans le ménage que va se porter notre attention. Si les ménages ne comportant aucun membre de 15 à 64 ans sont le fait des chefs de ménage les plus âgés, il est difficile en revanche de lier cet effectif avec l'âge des chefs de ménage pour les valeurs intermédiaires de l'ordre de une à trois personnes. Ces ménages peuvent en effet être composés d'un jeune chef de ménage ou d'un jeune couple, avec un enfant adolescent ou un père ou une mère ; il peut s'agir d'un chef de ménage veuf ou veuve ou d'un couple proche de la soixantaine dont les enfants ont quitté le foyer, etc. C'est pourquoi nous ne commenterons pas les résultats à l'aune de l'âge du chef de ménage, bien que cette variable soit généralement un bon *proxy* du cycle de vie du ménage.

Que nous enseignent les résultats des tableaux 2 à 6 ? Tout d'abord, il faut noter une nette hiérarchisation des variables en fonction de l'effectif des personnes de 15 à 64 ans présentes dans le ménage. Les écarts selon les quatre classes sont largement significatifs.

Les tableaux 2 et 3 concernent les réseaux amicaux et la participation à la vie associative. Il s'avère que plus le nombre d'actifs dans le ménage est élevé, plus le chef de ménage possède un grand nombre d'amis (tableau 2). De la même manière, la probabilité pour un ménage qu'un de ses membres adhère à une association est directement fonction du nombre de ses membres de 15 à 64 ans (tableau 3). Ce résultat n'est pas simplement lié à une tautologie arithmétique, puisque dans les entretiens que nous avons menés, les personnes seules, par exemple, révélaient qu'elles n'avaient pas de temps à consacrer aux diverses réunions inhérentes à la pratique associative.

TABLEAU 2 : NOMBRE D'AMIS DU CHEF DE MÉNAGE, 2003

Membres du ménage de 15 à 64 ans	Nombre moyen d'amis	Nombre de réponses
0	1,34	62
1	2,56	234
2	3,49	934
3 et +	3,61	385
<i>Total</i>	<i>3,30</i>	<i>1615</i>

Source : Enquête Référence 4D

TABLEAU 3 : PROPORTION DE MÉNAGES AYANT AU MOINS UN MEMBRE ADHÉRANT À UNE ASSOCIATION, 2003

Membres du ménage de 15 à 64 ans	Proportion de ménages ayant au moins un membre adhérent à une association	Nombre de réponses
0	0,31	62
1	0,35	234
2	0,39	938
3 et +	0,49	387
<i>Total</i>	<i>0,41</i>	<i>1621</i>

Source : Enquête Référence 4D

Dans un domaine plus utilitariste, une question consistait à demander au chef de ménage qui pouvait le remplacer en cas de maladie ou de problème dans le cadre de son activité, agricole la plupart du temps. Un tiers des chefs de ménage ont répondu : « personne ». Si cette réponse concerne 38% des ménages sans membre d'âge actif, en revanche ce taux descend à 22% pour les ménages comportant au moins trois membres de 15 à 64 ans, soit presque moitié moins (tableau 4). Il est clair que l'entraide communautaire, hors du ménage, ne joue plus automatiquement ce rôle essentiel d'assurance et que les solutions productives doivent être trouvées au sein du ménage ou de la famille très proche, typiquement parmi les membres de la fratrie demeurés dans le village ou la commune. Cette entraide peut s'avérer inutile si le risque est localement partagé par tous, comme c'est le cas pour les nombreux cyclones ou pluies de grêle qui frappent régulièrement la région. La stratégie classique de diversification du risque est dans ce cas de pouvoir exercer rapidement une activité en migration. À Ampitatafika, ceci est facilité par la présence de deux grandes villes, distantes chacune de moins de cent kilomètres : Antananarivo et Antsirabe. Si neuf chefs de ménage sur dix peuvent se faire héberger dans une de ces deux villes, les écarts qui existent en fonction de la taille du ménage

(tableau 5) indiquent là encore une synergie positive entre le nombre de personnes d'âge actif et les opportunités offertes par le réseau social du ménage.

TABLEAU 4 : PROPORTION DE MÉNAGES POUR LESQUELS PERSONNE NE PEUT REMPLACER LE CHEF DE MÉNAGE EN CAS DE MALADIE, 2003*

Membres du ménage de 15 à 64 ans	Proportion de ménages pour lesquels personne ne peut remplacer le chef de ménage en cas de maladie	Nombre de réponses
0	0,38	23
1	0,33	78
2	0,36	340
3 et +	0,22	86
<i>Total</i>	<i>0,33</i>	<i>527</i>

* Les autres items listaient les personnes pouvant remplacer le chef de ménage, N=1611

Source : Enquête Référence 4D

TABLEAU 5 : PROPORTION DE CHEFS DE MÉNAGE CONNAISSANT QUELQU'UN POUVANT L'HÉBERGER À ANTANANARIVO OU À ANTSIRABE, 2003

Membres du ménage de 15 à 64 ans	Proportion de chefs de ménage connaissant quelqu'un pouvant l'héberger à Antananarivo ou à Antsirabe	Nombre de réponses
0	0,85	62
1	0,87	234
2	0,88	938
3 et +	0,89	387
<i>Total</i>	<i>0,88</i>	<i>1621</i>

Source : Enquête Référence 4D

Enfin, pour cet événement très important dans les Hautes Terres malgaches qu'est le *famadihana*, il est intéressant de voir que le taux de participation des chefs de ménage à de telles cérémonies est largement corrélé positivement avec l'effectif des personnes d'âge actif dans le ménage, puisque les valeurs vont du simple à plus du double (tableau 6). Là encore, au-delà de la simple arithmétique, il est vraisemblable que la disponibilité de temps liée à la complémentarité du travail agricole et des tâches domestiques entre les membres du ménage joue son rôle, de même que l'opportunité accrue sur le court terme d'apporter une contribution monétaire aux organisateurs.

TABLEAU 6 : NOMBRE MOYEN DE *FAMADIHANA* AUXQUELS LE CHEF DE MÉNAGE A ASSISTÉ AU COURS DES DOUZE MOIS PRÉCÉDANT L'ENQUÊTE, 2003

Membres du ménage de 15 à 64 ans	Nombre moyen de <i>famadihana</i>	Nombre de réponses
0	1,81	62
1	3,36	234
2	3,77	938
3 et +	4,02	387
<i>Total</i>	<i>3,69</i>	<i>1621</i>

Source : Enquête Référence 4D

Conclusion

La question des relations entre structure du ménage et valeur de l'entraide est ici assez bien tranchée en faveur d'une synergie positive entre, d'un côté, l'effectif des membres du ménages âgés de 15 à 64 ans et, de l'autre, l'intensité de l'entraide et des liens sociaux du chef de ménage. Le ménage et le réseau social communautaire ne sont donc pas en opposition frontale dans la détermination des stratégies ou des pratiques socioéconomiques des paysans. Au contraire, la diversification et l'éventail de solutions productives plus larges permises aux ménages nombreux induisent des opportunités de temps et éventuellement de trésorerie aptes à supporter le coût d'entretien des réseaux sociaux et des mécanismes d'entraide et de réciprocité.

Sans apporter de réponse normative quant à l'efficacité d'une famille nombreuse dans un tel contexte, puisque nous n'avons pas évoqué la question des revenus ni de la production alimentaire et économique, le point important à souligner ici est que le recentrage sur le ménage ne signifie pas pour autant une scission avec les autres unités sociales que sont la famille élargie ou la communauté villageoise. Simplement, les grandes difficultés de la vie, voire de la survie, ne permettent pas toujours d'assumer les coups d'entretien du lien social ce qui explique que des formes « édulcorées » d'entraide, eu égard au passé, se font jour. Car, rappelons-le, ces réseaux sociaux et de solidarité demeurent souvent la solution ultime en cas de choc grave subi par le ménage. Et c'est pourquoi « échanger pour échanger » (Anspach 2002) trouve toute sa rationalité et son sens malgré les vicissitudes économiques que comporte un tel acte.

BIBLIOGRAPHIE

- ANSPACH M.R., 2002. *À charge de revanche. Figures élémentaires de la réciprocité*, Seuil, Paris, 141 p.
- BRIET P., 2007. « De l'entraide au salariat agricole : de nouvelles formes d'organisation économique », in Sandron F. (ed.), *Population et développement dans les Hautes Terres malgaches*, Collection Populations, L'Harmattan, Paris, pp. 99-119.
- CONDOMINAS G., 1961. *Fokon'olona et collectivités rurales en Imerina*, Orstom Editions, Paris, 265 p.
- COUSSY J., VALLIN J. (eds.), 1996. *Crise et population en Afrique*, Études du CEPED, n° 13, Paris, 580 p.
- GANNON F., SANDRON F., 2005. « Entraide et réseaux sociaux à Ampitafika. Analyse d'entretiens », *Travaux et Documents*, n° 6, Programme 4D, Institut Catholique de Madagascar et Institut de Recherche pour le Développement, Antananarivo, 24 p.
- GANNON F., SANDRON F., 2006. « Échange, réciprocité et innovation dans une communauté paysanne. Une lecture conventionnaliste », *Économie Rurale*, n° 253, pp. 50-67.

- GASTELLU J.-M., DUBOIS J.-L., 1997. « En économie : l'unité retrouvée, la théorie revisitée » in Pilon M., Locoh T., Vignikin E., Vimard P. (eds.), *Ménages et familles en Afrique. Approches des dynamiques contemporaines*, Études du CEPED, n° 15, Paris, pp. 75-97.
- GENDREAU F. (ed), 1998. *Crises, pauvreté et changements démographiques dans les pays du Sud*, Éditions ESTEM, Aupelf-Uref, Paris, 415 p.
- GRANOVETTER M., 1973. « The Strenght of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, vol. 78, n° 6, pp. 1360-1380.
- NGUEYAP F., 2006. « Crise économique, mise au chômage et changements des relations familiales en milieu urbain au Cameroun : effets de la crise économique sur les unités domestiques », Colloque *Population et travail. Dynamiques démographiques et activités*, 18-23 septembre, AIDELF, Aveiro, Portugal, 12 p.
- PARIZOT I., WASCHSBERGER J.-M., 2005. « Aider et être aidé : système et structure du soutien social informel à Antananarivo et à Paris », *Document de Travail DIAL*, DT/2005-09, DIAL, IRD, AFD, Paris, 24 p.
- PLATTEAU J.-P., 1997. « Mutual insurance as an elusive concept in traditional rural communities », *Journal of Development Studies*, vol. 33, n° 6, pp. 764-796.
- RAKOTOVAZAHA J., 2007. « Mouvement associatif et développement », in Sandron F. (ed.), *Population et développement dans les Hautes Terres malgaches*, Collection Populations, L'Harmattan, Paris, pp. 71-97.
- RAZAFINDRAVONONA J., 2003. *Analyse du document stratégique de réduction de la pauvreté de Madagascar*, Troisième réunion du Groupe africain de réflexion sur le Document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP), Addis Abeba, Ethiopie, 3-4 décembre, Commission économique pour l'Afrique, Nations Unies, 46 p.
- SANDRON F., 2007a. « Pauvreté et lien social dans une commune rurale des Hautes Terres malgaches », Colloque International *Dynamiques rurales à Madagascar : perspectives sociales, économiques et démographiques*, Instat, ROR, IRD, Dial, 23-24 avril, Antananarivo, 12 p.
- SANDRON F., 2007b. « Stratégies anti-risques et filets de sécurité dans une commune rurale malgache », *Autrepart*, n° 44, pp. 141-156
- SANDRON F., 2008. « Le fihavanana à Madagascar : lien social et économique des communautés rurales », *Tiers Monde*, n° 195, à paraître.
- VIMARD P., 1997. « Évolution de la structure des ménages et différenciation des modèles familiaux en Côte-d'Ivoire, 1975-1993 » in Pilon M., Locoh T., Vignikin E., Vimard P. (eds.), *Ménages et familles en Afrique. Approches des dynamiques contemporaines*, Études du CEPED, n° 15, Paris, pp. 101-123.

